

Major, John S. and Kane, Anthony J. (Ed.). *China Briefing*, 1987. Boulder and London, Westview Press, Published in cooperation with the China Council of the Asia Society, 1987, 207 p.

Wei-penn Chang

Volume 20, Number 1, 1989

L'Arctique : ses dimensions économiques, politiques, stratégiques et juridiques

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702475ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702475ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Chang, W.-p. (1989). Review of [Major, John S. and Kane, Anthony J. (Ed.). *China Briefing*, 1987. Boulder and London, Westview Press, Published in cooperation with the China Council of the Asia Society, 1987, 207 p.] *Études internationales*, 20(1), 217–220. <https://doi.org/10.7202/702475ar>

MAJOR, John S. and KANE, Anthony J. (Éd.). *China Briefing*, 1987. Boulder and London, Westview Press, Published in cooperation with the China Council of the Asia Society, 1987, 207p.

Comme l'indique le titre de l'ouvrage, il s'agit d'un volume consacré à passer en revue les événements annuels importants en République populaire de Chine à l'intention du grand public. Les thèmes abordés dans l'ouvrage, organisés en 7 chapitres suivis de quelques annexes, traitent des politiques intérieures chinoises, de l'économie, du rôle de l'investissement et du transfert de technologie dans les programmes de modernisation, des relations extérieures, des affaires militaires, des affaires culturelles et enfin de l'évolution politique à Taïwan.

Le premier chapitre sous la plume de Lowell Dittmer, professeur de science politique à l'Université de Californie à Berkeley, est consacré à l'examen d'importants événements politiques (par exemple, manifestations des étudiants contre la deuxième invasion japonaise, évidemment sous forme économique et commerciale, et démission forcée du secrétaire général du PCC Hu Yaobang etc.) et à l'analyse des principaux débats idéologiques en Chine au cours de l'année 1986 et du début de 1987.

Ces débats portent principalement sur la politique dite du « double cent » (Que cent fleurs fleurissent, que cent écoles rivalisent). La première tranche du « double cent » (que cent fleurs fleurissent) définie par Mao Zedong et Lu Dingyi, se réfère aux arts et à la littérature, et la deuxième tranche, (que cent écoles rivalisent) aux champs théorique, idéologique et académique. Afin de poursuivre leurs activités créatrices, beaucoup d'écrivains ont proposé d'étendre la politique d'ouverture sur le monde aux domaines idéologique et culturel. Wan Li, représentant de l'aile réfor-

miste, s'est exprimé en faveur de la liberté d'expression. Mais il s'est empressé d'ajouter: « However, that does not mean that we may deviate from the guidance of Marxist ideas. The basic theories of Marxism are objective, universal truth. » Toutefois, selon Deng Weizhi, « The so-called 'hundred schools' in the final analysis are but two schools – one Marxist school and one non-Marxist school. » « If certain people in authority are Marxists, and your views differ from theirs, you then are non-Marxist. If you are unwilling to be non-Marxist, well, sorry about that, and the less said the better. »

Lowell Dittmer étudie aussi les réformes politiques. Ces dernières se présentent en deux versions fondamentalement différentes. L'une se limite à la réforme administrative alors que l'autre réclame un « haut degré de démocratie socialiste » (high level of socialist democracy). La réforme administrative consiste à séparer les pouvoirs du Parti de ceux du gouvernement, en particulier au niveau local subalterne où le Parti devrait accorder plus d'autonomie aux directeurs d'entreprises. Quant à la démocratie socialiste, ses caractéristiques restent imprécises. On sait seulement qu'elle est supérieure à la démocratie « bourgeoise » occidentale.

Thomas R. Gottschang, professeur de sciences économiques au Holy Cross College, consacre son article à l'économie chinoise. Après la présentation de quelques données statistiques et de quelques événements politiques d'envergure, l'auteur nous donne quelques descriptions sectorielles: agriculture, industrie, énergie, transport, commerce intérieur, commerce extérieur, monnaie et banque. Il traite brièvement du niveau de vie ainsi que du problème des faillites.

Selon l'auteur, l'économie rurale chinoise est en train de se diriger vers une structure qui ressemble à celle des pays

industrialisés. Cette constatation ou plutôt cette affirmation de Gottschang est, selon nous, dépourvue de sens. La structure économique des pays industrialisés est d'ordinaire caractérisée par une part sans cesse décroissante sinon insignifiante de la valeur des produits agricoles dans l'économie nationale ou caractérisée par une main-d'oeuvre agricole de moins de 20 % ou même proche de 5 % de l'ensemble de la population active dans beaucoup de pays industrialisés. Évidemment, si Gottschang insiste sur l'expression « en train de » (is changing toward a structure that is similar to that of an industrialized nation), nous sommes d'accord là-dessus. Mais dans ce cas, presque tous les pays du monde, sauf quelques cas exceptionnels, sont en train de se diriger vers ladite structure industrielle (il s'agit d'une question de temps, peut-être dans vingt ans, ou dans un siècle). Pour appuyer sa constatation, Gottschang cite la déclaration faite par le Ministre de l'agriculture, He Kang, selon laquelle en 1986 il y avait 12 millions d'entreprises au niveau cantonal et que pour la première fois la valeur de la production rurale industrielle dépassait celle de la production agricole. C'est bien possible que la valeur de la production rurale industrielle dépasse celle de la production agricole. Toutefois, les chiffres évoqués par les autorités chinoises sont parfois tellement imprécis qu'ils se prêtent à toutes les spéculations. On peut se demander si ces 12 millions d'entreprises rurales sont industrielles ou commerciales? La réparation de souliers ou de radio-transistors relève-t-elle de l'industrie ou des services? De toute façon, l'industrialisation même très accélérée en Chine ne peut pas à très court terme transformer la structure économique chinoise en une structure proche des pays industrialisés.

La contribution (*The Evolving Role of Foreign Investment and Technology Transfer in China's Modernization Program*) de

Denis Fred Simon, professeur de commerce international au Fletcher School of Law and Diplomacy de l'Université Tufts, au chapitre 3, est l'une des plus intéressantes de l'ouvrage. L'auteur, dès l'introduction, entre dans le vif du sujet. Il nous rappelle les difficultés auxquelles se heurtent plusieurs multinationales occidentales et japonaises en Chine. Les responsables de l'American Motors Corporation en avril 1986 annonçaient que leur joint-venture à Beijing cesserait toutes activités productives si les problèmes de change n'étaient pas résolus. De leur côté, les Chinois se plaignaient aussi du fait que les entreprises étrangères étaient peu intéressées à investir en Chine, et surtout du fait que les investisseurs étrangers n'étaient pas disposés à transférer leur haute technologie à l'Empire du Milieu.

Denis Fred Simon examine aussi les problèmes bureaucratiques chinois. Le manque de coordination, les conséquences de la décentralisation des pouvoirs décisionnels en matière d'introduction de technologies, la duplication excessive de technologies et d'équipements importés, les capacités faibles d'assimiler les technologies importées sont autant de problèmes analysés. L'auteur aborde également les efforts des autorités chinoises pour améliorer le climat d'investissement par voie de législation.

Le chapitre 4 consacré aux relations extérieures chinoises est très bien présenté par Samuel S. Kim, professeur de science politique au Monmouth College et professeur invité à l'Université Princeton. Selon Samuel S. Kim, la politique étrangère chinoise post-Mao pourrait se diviser en trois périodes – la période de continuité (septembre 1976-mai 1978) durant laquelle Hua Guofeng s'est accroché farouchement au principe stratégique énoncé par Mao Zedong dans son exposé sur la Théorie des Trois Mondes; la deuxième période (de mai

1978 à la mi-1981) caractérisée par l'équilibre des forces et la quasi-alliance sino-américaine quand la Chine et les États-Unis ont poursuivi parallèlement une politique anti-soviétique; la troisième période (de la mi-1981 jusqu'à aujourd'hui) durant laquelle la Chine poursuit sa politique d'indépendance et de non-alignement basée sur les cinq principes de la coexistence pacifique.

Samuel S. Kim aborde les relations extérieures de la Chine populaire avec les deux super-grands sans oublier de mentionner les relations extérieures de la Chine populaire avec ses voisins asiatiques – le Vietnam, les deux Corées, le Japon, Taïwan. En gros, l'auteur conclut qu'en 1986 dans ses relations extérieures la Chine a cherché manifestement un environnement international stable.

Jarlan W. Jencks, professeur au Naval Postgraduate School à Monterey en Californie, dans le chapitre 5, traite des affaires militaires chinoises en 1986. Il souligne dès le départ que parmi les quatre modernisations celle de la défense nationale constitue la dernière priorité du gouvernement chinois. Jencks passe ensuite en revue la loi du service militaire adoptée en 1984, les contacts avec les pays étrangers (le Pakistan, Sri Lanka, le Bangladesh, les États-Unis, l'Italie, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, l'Argentine et la Thaïlande) et les conflits armés sino-vietnamiens en janvier 1986, la réorganisation de l'armée chinoise, l'éducation et l'entraînement militaires, la vente d'armes chinoises et enfin l'industrie et le développement des armements.

Si en 1986 la défense nationale chinoise comptait encore pour 20,02 milliards de Renminbi (environ 6,25 milliards de dollars américains) du budget national, elle ne représentait que moins de 3 % du PNB (en 1980, un budget militaire d'environ 20 milliards de Renminbi équivalaient à 6 %

du PNB). Les leaders de l'armée chinoise ont justifié ce budget en laissant entendre que les grands conflits armés étaient réduits dans le monde à cause des pourparlers américano-soviétiques sur le désarmement.

Au chapitre 6, Richard Kraus, professeur de science politique à l'Université d'Oregon, nous présente son exposé sur la vie culturelle en Chine. L'auteur se concentre d'abord sur Wang Meng – un écrivain devenu ministre des Affaires culturelles en 1986. Il examine ensuite les rapports étroits entre l'art et le politique. Selon lui, les communistes chinois, qu'ils soient Dengistes ou Maoïstes, continuent à appliquer le principe confucéen en utilisant l'art comme enseignement moral. Wang Meng soutient que les artistes devraient disposer de « creative freedom with a socialist character. » Cette formule pourrait s'interpréter différemment. Mais apparemment, elle force les artistes à faire des choix esthétiques tout en assumant leur responsabilité politique.

Pour terminer son exposé, l'auteur examine tour à tour les divers aspects de la vie culturelle, le cinéma, la publication, la musique, la télévision, le théâtre etc. Il analyse aussi la place de la culture étrangère en Chine, la place de la culture du passé (dite « féodale ») sans oublier le développement du nationalisme culturel.

Le dernier chapitre de l'ouvrage, China Briefing 1987, est consacré à Taïwan. Tien Hung-mao, professeur de science politique au réseau public de l'Université du Wisconsin (sans préciser le campus où il enseigne), dans son article « Taiwan in 1986: Reforms Under Adversity » passe en revue les événements mouvementés (eventful year) de Taïwan – changement de personnel au sein du Kuomintang, rapports de force entre insulaires et continentaux (ceux qui se sont réfugiés du continent chinois à Taïwan avec l'armée de

Chiang Kai-chek en 1949), réformes politiques, naissance d'un parti d'opposition, le Parti démocrate de progrès, élections parlementaires, haute croissance économique, record d'accumulation des réserves de devises étrangères – 46 milliards de dollars US, commerce extérieur et relations extérieures de Taïwan.

L'auteur décrit assez bien les réformes amorcées par Chiang Ching-kuo pour faire face aux forces d'opposition qui s'organisent autour du nouveau Parti démocrate de progrès, même si ce parti n'est pas reconnu juridiquement par le régime du Kuomintang. Ces forces d'opposition composées essentiellement d'insulaires, privés de pouvoir et d'expressions politiques depuis plus de quatre décennies sont appuyées par les classes moyennes qui ont d'ailleurs bénéficié de l'enrichissement national – la croissance économique extraordinaire et le dynamisme industriel étonnant de ces vingt dernières années.

Au terme de ce compte rendu, nous aimerions faire trois courtes remarques sur l'ensemble de l'ouvrage :

1. La couverture des divers aspects de la Chine populaire est assez large. Mais il est souhaitable que les éditeurs y ajoutent quelques chapitres, par exemple, la situation politico-économique de Hong-Kong, l'état actuel des minorités nationales en Chine, l'évolution de la structure démographique, etc. dans leur prochaine livraison.
2. À part quelques annexes et la chronologie des événements qui accompagnent la présente édition, nous aimerions que les éditeurs n'oublient pas de présenter quelques données statistiques de base sous forme de tableaux ou de graphiques.
3. Probablement dû à la nature même de ce genre d'ouvrage, il est inévita-

ble que les mêmes événements soient commentés par plusieurs auteurs. Les deux éditeurs ont réduit le nombre de répétitions au minimum. Il faut les en féliciter.

Wei-penn CHANG

Études de l'Asie de l'Est
Université de Montréal

RÉGNIER, Philippe T. *Singapour et son environnement régional. Étude d'une cité-État au sein du monde malais*. Paris, Presses universitaires de France, 1987, 280p.

Les réalisations tout à fait exceptionnelles de la petite république insulaire de Singapour ne cessent d'étonner et d'intriguer. Ce livre vient à point pour documenter les fondements de la réussite singapourienne. Depuis sa séparation, en août 1965, de la Fédération de Malaysia dont elle avait fait partie pendant deux ans, la cité-État affirme son indépendance avec détermination. En deux décennies, elle est devenue tout à la fois un îlot de prospérité et un élément indissociable du destin des pays qui l'entourent.

Dans son introduction, Régnier situe Singapour dans la lignée des emporia commerciaux qui se sont succédés dans la région, au centre de vastes ensembles agraires, depuis la période pré-coloniale. Nonobstant une simplification plutôt choquante de l'histoire régionale, et notamment celle des villes, l'auteur semblant ignorer plusieurs contributions classiques (McGee, Lombard, Reid), le raisonnement est irréfutable : Singapour ne peut se comprendre que dans le contexte de son environnement régional.

C'est ainsi que, dans une première partie, l'auteur analyse les fonctions régio-